

Conseil général du

30.06.2008

RAPPORT

NO 33

DU CONSEIL COMMUNAL

## ***Rapport préliminaire***

Le compte de l'exercice 2007 est le huitième rendu par le caissier communal, M. Claude Gagnebin, nommé par le Conseil communal en date du 25 avril 2000 et entré en fonction le 13 juillet 2000.

Les comptes de l'exercice précédent ont été approuvés par le Conseil communal du 14 mai 2007 et par le Conseil général du 2 juillet 2007. Ils ont été apurés par le Service des communes du Canton du Jura le 16 janvier 2008.

Une révision de caisse inopinée a été effectuée le 29 octobre 2007 par les vérificateurs des comptes et aucune remarque particulière n'a été signalée, si ce n'est une tenue exacte des comptes.

### Budgets 2007

Le budget annuel prévoyait une quotité communale et la perception des taxes conformément au tableau suivant :

a)	Impôt sur le revenu et la fortune			2,15
b)	Taxe immobilière (sur valeurs officielles)			1,2 ‰
c)	Taxe cadastrale (sur valeurs officielles) (8 <sup>ème</sup> tranche/12)			0,2 ‰
d)	Taxe d'exemption du Service du feu (sur impôt d'Etat : min. Fr. 20.-/max. Fr. 300.-)			4,0 ‰
e)	Taxe des chiens, par animal et par ménage	au village	Fr.	50.00
		dans les métairies (1 <sup>er</sup> chien)	Fr.	20.00
		(2 <sup>ème</sup> chien et plus)	Fr.	50.00
f)	Taxe des ordures	par habitant	Fr.	115.00
		par ménage, max. 4 taxes	Fr.	460.00
	Taxes spéciales pour fabriques, commerces, artisans, agriculteurs, colonies de vacances, logements de vacances, résidences secondaires, selon liste déposée au bureau communal.			
g)	Prix de l'eau pour abonnés ou non abonnés (TVA non comprise)	le m <sup>3</sup>	Fr.	2.70
	Prix de l'eau pour les abonnés desservis par la STEP (TVA non comprise)	le m <sup>3</sup>	Fr.	3.60
h)	Prix du terrain à bâtir	Rière le Village	le m <sup>2</sup>	Fr. 70.00
		Au Jourez (bordure route)	le m <sup>2</sup>	Fr. 60.00
		Au Jourez (centre)	le m <sup>2</sup>	Fr. 75.00
i)	Prix de l'heure pour travaux	en cas d'activité principale et annexe	Fr.	20.00
j)	Jetons de présence, par séance	pour Conseil communal,	Fr.	30.00
		Conseil général et commissions communales	Fr.	15.00

k)	Vacations	tarif horaire	Fr.	20.00
		par demi-journée	Fr.	60.00
		par journée entière	Fr.	120.00
l)	Frais de déplacements		Fr.	0.65/km
m)	Intérêts moratoires sur les montants en extances	selon hypothèque en 1er rang de la BCJ		

### **Compte de fonctionnement**

Le budget 2007, accepté par le Conseil général le 18 décembre 2006, prévoyait des charges pour Fr. 4'368'750.00 et des produits pour Fr. 4'230'500.00, soit un excédent de charges de Fr.158'250.00.

Au boucllement de l'exercice 2007, le compte de fonctionnement laisse apparaître un excédent de produits de Fr. 102'781.44.

Ce résultat n'est de loin pas conforme aux prévisions. Les raisons en sont les suivantes :

- 3 parcelles de terrain du secteur de Rière-le-Village ont été vendues pour la somme de Fr. 201'915.65. Ce montant, qui n'était pas prévu au budget, a modifié à lui seul le résultat de l'exercice.
- Les autres dépenses ont été quelque peu inférieures aux prévisions.
- Les activités de l'Association pour le Parc naturel régional du Doubs ont beaucoup augmenté. L'administration a été passablement sollicitée et les recettes qui en découlent ont fortement augmenté.

### **Dépassements de crédits et crédits budgétaires complémentaires**

Durant l'année 2007, les dépenses suivantes ont été votées :

No de compte	Libellé	Compétence	Type de dépense	Montant
116.301.01	Allocations familiales En raison de la nouvelle organisation du personnel et de l'engagement d'une nouvelle concierge d'une part, et de la gestion du personnel du Parc Naturel du Doubs, dont la commune assume la gestion administrative d'autre part, les montants des allocations familiales ont été modifiés. Néanmoins, la dépense est compensée par des recettes complémentaires.	CC	dépassement	Fr. 5'202.70
116.304.00	Caisse de pension Idem que ci-dessus	CC	Dépassement	Fr. 3'638.00
113.305.01	Assurances maladies et accidents Idem que ci-dessus	CC	Dépassement	Fr. 5'404.40

200.314.03	Signalisation Le Conseil communal a accepté différents petits crédits pour la signalisation routière	CC	Dépassement	Fr. 5'145.05
240.318.00	Honoraires de l'urbaniste, bâtiments Les frais relatifs à la révision partielle du PAL ont été comptabilisés sous le compte d'administration. Cela évite à ce petit crédit de devoir être déprécié ces prochaines années.	CC	Dépassement	Fr. 14'314.30
5102.301.00	Traitements transports scolaires En 2007, le Conseil communal a dû prendre des mesures d'urgence pour la réorganisation des transports scolaires. Il en résulte que les prévisions budgétaires n'ont pas été tenues	CC	Crédit complémentaire	Fr. 4'651.15
5102.315.00	Entretien véhicule Noctambus	CC	Crédit complémentaire	Fr. 1'520.00
5102.315.03	Essence bus Noctambus	CC	Crédit complémentaire	Fr. 500.00
5102.390.00	Imputation des salaires Ces crédits complémentaires sont compensés par les économies réalisées sur la position 5100.318.01	CC	Crédit complémentaire	Fr. 11'000.00
5110.301.00	Salaire des concierges Même remarque que ci-dessus.	CC	Crédit complémentaire	Fr. 3'371.05
5110.314.00	Entretien bâtiment  Crédits relatifs aux études de la commission de la halle. Suite au déménagement de la concierge, Mme Bilat, l'appartement de service a été rafraîchi.	CC	Crédit complémentaire	Fr. 9'113.70 Fr. 24'805.90
650.361.00	Répartition des charges OS Répartition cantonale plus élevée selon décompte		Dépassement	Fr. 17'944. 00
663.319.00	Frais divers office des tutelles Il s'agit de l'épilogue d'une très ancienne affaire de tutelle dû à la négligence d'un tuteur.	CC	Crédit complémentaire	Fr. 12'100.95

810.332.00	Intérêts crédit de construction Suite aux retards de la construction de la STEP du Boéchet, les crédits de construction ne sont pas bouclés. Ces sommes auraient été reportées dans les intérêts des dettes consolidées. Les intérêts de construction de la crèche n'avaient pas été estimés.	CC	Dépassement	Fr. 7'718.11
811.322.00	Intérêts des dettes consolidées Le renchérissement du loyer de l'argent est responsable de ce dépassement, un crédit ayant été renouvelé en 2007 à un taux plus élevé. D'autre part, les décomptes d'intérêts qui étaient perçus annuellement sont perçus trimestriellement.	CC	Dépassement	Fr. 10'768.96
820.332.00	Amortissement complémentaire du PA Dans le cadre du renouvellement de l'emprunt ci-dessus, le Conseil communal a demandé l'autorisation à l'office de la PC la possibilité d'amortir complètement l'abri de la PC. D'autre part, le Conseil communal a pu également obtenir l'autorisation de financer une partie des travaux de protection de Biaufond par un retrait sur le compte d'anticipation forestière.	CC	Crédit complémentaire	Fr. 78'250.00 Fr. 13'352.20
912.340.02	Partages d'impôts personnes morales Les partages d'impôts des personnes morales nous ont été défavorables.		Dépassement	Fr. 17'450.15
915.330.00	Pertes d'impôts Les pertes d'impôts résultent de décisions émanant du service des contributions et proviennent par exemple de taxations arrêtées pour des contribuables qui n'avaient pas rendu leur déclaration d'impôts. Ces créances fiscales n'ont pas pu être récupérées par la suite.		dépassement	Fr. 7'819.00
1100.318.00	Ramassage des ordures Le tonnage des ordures y compris les déchets encombrants combustibles a augmenté de 2 %. Les frais de ramassage ont également été augmentés en raison du coût des transports		Dépassement	Fr. 16'275.85
1100.318.04	Ramassage du gazon En raison de l'adhésion de la commune au système de compostage de SAIOD, les frais de compostage ont plus que doublé		Dépassement	Fr. 5'484.80

1400.434.02	Taxes d'épuration Les retards des raccordements au réseau des canalisations pour le hameau du Boéchet ainsi que la diminution de 7.8% de la consommation d'eau sont responsables de la diminution des recettes.	Fr-24'559.20
-------------	--	--------------

### **Compte des investissements**

Durant l'année 2007, nous avons effectué des dépenses d'investissements pour un montant de Fr. 934'201.80. Les recettes d'investissements s'élèvent à Fr. 998'456.70, compte tenu de prélèvements sur les fonds spéciaux pour un montant de Fr. 115'003.80. L'investissement net est donc négatif de Fr. 64'254.90.

Les dépenses d'investissements sont les suivantes :

Réfection de la rue « Route de Biaufond »	Fr.	68'386.55
<u>Lotissement de l'Orée</u>		
Génie civil	Fr.	9'299.10
Réseau des canalisations de l'Orée	Fr.	33'750.20
Alimentation en eau de l'Orée	Fr.	13'169.60
Protection du hameau de Biaufond	Fr.	360.00
Achat de mobilier scolaire	Fr.	80'054.40
Construction d'une crèche-garderie	Fr.	122'153.35
Canalisations	Fr.	88'038.80
Le Boéchet Canalisations & STEP	Fr.	156'265.95
Le Cerneux-Godat Canalisations & STEP	Fr.	141'352.50
Réseau d'eau Les Prés-Derrière	Fr.	137'650.35
Alimentation en eau du Cerneux-Godat	Fr.	83'721.00
	Fr.	934'201.80

Les recettes d'investissements se présentent comme suit :

Achat de mobilier scolaire		
Retrait sur provision	Fr.	80'054.40
Vente de terrain à l'Orée	Fr.	470'940.00
Contributions de tiers (Taxes raccordement/TVA)	Fr.	107'684.85
Subventions cantonales	Fr.	69'713.75
Subventions STEP Le Boéchet	Fr.	36'614.30
Subventions STEP Le Cerneux-Godat	Fr.	46'994.40
Prélèvement au Fonds des eaux	Fr.	34'949.40
Subventions Réseau d'eau Prés-Derrière	Fr.	128'271.40
Réseau d'eau (dons)	Fr.	23'234.20
	Fr.	998'456.70

## **Bilan**

### **Dettes**

L'examen du bilan laisse apparaître un total des dettes à court terme de Fr. 452'537.05 et à long terme de Fr. 5'074'837.55 d'où un endettement total de Fr. 5'527'374.60 (y compris les engagements vis-à-vis des fonds).

Comme il l'a été mentionné plus haut, les produits provenant du compte des investissements, en particulier la vente des terrains en faveur du groupe Franck Muller, ont permis de diminuer l'endettement à la fin de l'année 2007.

Durant l'exercice 2007, il a été procédé à des amortissements (dépréciations) de l'ordre de Fr. 170'745.45 soit le 2.92% de la dette du début d'exercice (Fr. 5'841'717.20). Si le taux de 2% est dépassé, cela est partiellement dû au fait que le véhicule communal et le bus scolaire doivent être amortis sur une période de 10 ans. D'autre part, en raison des échéances convenues avec les établissements bancaires, il n'est pas possible de diminuer les amortissements avant l'échéance de l'emprunt. De ce fait, malgré la diminution de la dette communale, en raison des ventes, taxes, dons et remboursements, le taux d'amortissement n'est pas diminué.

Enfin, on signalera qu'une somme de Fr. 7'500.- représentant la dépréciation au désendettement du centre de loisirs n'a pas été remboursée à la banque. En effet, lors de la conclusion du nouvel emprunt, aucun amortissement n'a été convenu durant la durée de celui-ci.

Au 1er janvier 2007, la dette communale s'élevait à Fr. 5'841'717.20, soit Fr. 5'487.30 par habitant (1112 habitants). Au 31 décembre 2007, elle s'élève à Fr. 5'254'009.25, soit Fr. 4'695.25 par habitant (1112 habitants).

### **Débiteurs**

A fin 2007, les débiteurs de la commune représentent un montant de Fr. 335'288.20, soit Fr. 29'333.00 de plus qu'au bouclage 2006. L'augmentation du montant de ces créances reste cependant contrôlée. En effet, cette différence peut s'expliquer par le fait que l'échéance des factures de fin d'année peut influencer le solde comptable à la fin de l'exercice. D'autre part, certaines taxes d'épuration des eaux en particulier étaient en suspens à la fin de l'année en raison d'un arrangement avec les débiteurs.

### **Comptes transitoires**

Les comptes transitoires 2005 et 2006 ont été extournés.

### **Cautionnement**

La commune a, lors de la séance du Conseil général du 7 février 2006, accepté un cautionnement individuel de Fr. 131'000.- en faveur du Centre de Loisirs des Franches-Montagnes à Saignelégier.

### Conclusions

Comme le demandait la Commission de vérification des comptes dans son rapport du 23 mai 2006, il a été demandé qu'un inventaire soit réalisé pour le matériel qui était en possession de la Commission de promotion touristique. Vu la complexité relative pour comptabiliser cet inventaire par rapport au montant de l'inventaire, il est joint en annexe du présent compte. D'ailleurs, le plan comptable jurassien n'a pas de rubrique comptable relative à ce type de marchandises.

Pour le reste, il a été particulièrement veillé à respecter les remarques de la Commission de vérification des comptes.

**Les Bois, le 23 avril 2008**

**COMMUNE DES BOIS**

Le Caissier :



## ***Discuter et approuver le nouveau règlement et tarif concernant l'alimentation en eau***

Lors de la séance du Conseil général du 2 juillet 2007, le Conseil général n'est pas entré en matière concernant la proposition de règlement qui lui était présentée. En effet, sur proposition du Groupe PCSI, il a été demandé que le Conseil communal réexamine sa proposition relative à la prise en charge par les propriétaires d'immeubles de leur conduite de raccordement, ceci contrairement à ce qui était proposé.

La commission STEP, organe chargé de ce dossier, a pris connaissance des propositions du groupe PCSI et les a débattues lors de 2 séances.

Par rapport à la première mouture du règlement, la commission STEP a, conformément à la demande du Conseil général, modifié la question de la propriété des branchements d'immeubles après leur construction. Ces branchements resteront à la charge des propriétaires d'immeuble.

La commission STEP a également réexaminé les autres propositions faites par le groupe PCSI. Dans sa majorité, elle a décidé :

- du maintien de la limite d'une capacité de 5 m<sup>3</sup> pour l'aménagement de piscine sans autorisation (Article 10)
- du maintien de sa proposition de transfert de propriété des conduites de distribution. La définition de ces conduites peut se résumer ainsi : il s'agit de conduites demandées par des propriétaires fonciers qui ne figureraient pas au plan directeur de l'alimentation en eau. L'utilisation ultérieure de telles conduites pour alimenter d'autres secteurs pourrait être intéressante pour la collectivité (article 34)
- du maintien du taux de contrôle de 20 % par année à effectuer par les services communaux. En effet, ce taux représente une garantie aussi bien contre les éventuels fraudeurs que pour le reste de la population qui sait ainsi que l'ensemble des compteurs d'eau est contrôlé tous les 5 ans (article 44 al. 5)
- du maintien de la tolérance de +/-5 % pour définir la conformité du compteur. Cette tolérance est reprise de la garantie du fournisseur des compteurs. Il serait donc dangereux d'offrir une garantie que nous ne sommes pas en mesure de donner. De plus, il est indispensable de mentionner une telle tolérance dans le règlement, sans quoi chaque abonné qui constate une différence minime de sa consommation pourrait exiger du service des eaux un contrôle du compteur (article 47 al. 3)
- du maintien des deux variantes proposées pour le tarif de l'eau. La commission STEP rappelle en outre que la variante qui prévoit l'introduction d'une taxe de base est recommandée par les instances dirigeantes de la SSIGE (Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux) ainsi que par l'OENV (Office de l'environnement)

Pour le reste, on se référera au rapport présenté pour la séance du 2 juillet 2007 que nous reprenons dans les grandes lignes si ce n'est les corrections apportées par ce nouvel examen.

Le règlement concernant l'alimentation en eau date de 1980, époque qui correspond à l'entrée en souveraineté du Canton du Jura.

Si ce règlement n'a pas été discuté durant de nombreuses années, quelques points ont démontré la fragilité de certaines dispositions de ce texte aussi bien en ce qui concerne son application que son contenu.

On notera, par exemple, la perception d'une taxe de raccordement au taux différencié pour les résidences secondaires qui ne pourrait plus être appliquée actuellement ou la question de la propriété de la conduite de raccordement à un immeuble qui est entretenue par la commune sans pour autant qu'elle soit sa propriété.

D'autre part, M. Daniel Hubleur (PCSI) a déposé une motion qui a été acceptée par le Conseil général en date du 24 avril 2006. Cette motion demande en particulier que la question de la couverture des frais de la STEP soit revue. Dans le développement de sa motion, M. Hubleur demandait également au Conseil communal de favoriser l'utilisation parcimonieuse de l'eau potable en autorisant les systèmes de récupération d'eau de pluie par exemple.

Par ce nouveau règlement, le Conseil communal entend résoudre les incertitudes relevées dans l'ancien règlement et répondre partiellement à la motion de M. Hubleur.

Pour procéder à cette révision, la commission STEP, à qui la révision de ce règlement incombait, s'est inspirée du règlement de la commune de Châtillon qui est en vigueur depuis février 2005.

Dans le cadre de la procédure de consultation, le document élaboré par la commission STEP a été soumis aux partis locaux, au SEF et enfin soumis pour examen préalable au Service des communes.

Spécificités du nouveau règlement.

Si le canevas principal de ce nouveau texte a été repris du modèle de la commune de Châtillon, la commission STEP a conservé quelques spécificités propres à notre commune et qui peuvent être résumées ainsi :

#### Règlement

- l'obligation d'entretien des raccordements d'immeubles devient à la charge des propriétaires.
- L'obligation d'entretien des conduites de distribution reste de la compétence et à la charge de la collectivité.
- Le transfert de propriété de ces conduites est mentionné dans le règlement.

- Le nouveau règlement règle également la question des différentes interventions sur le réseau par l'octroi d'une concession aux entreprises qui souhaitent travailler aux Bois.
- Le nouveau règlement permet de procéder au relevé des compteurs d'une façon plus moderne.

#### Tarif des émoluments

- Avec la proposition d'un tarif, la commission règle la question de la perception des émoluments de raccordements, ainsi que des émoluments annuels.
- Une clause d'adaptation au renchérissement a été introduite. En effet, le montant de l'émolument de base de la taxe de raccordement n'a pas été adapté depuis 1977. L'indice de l'augmentation du coût de la vie depuis cette année est de 191.8.
- L'adoption du tarif, dans une fourchette donnée, reste néanmoins de la compétence du Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

#### Examen du tarif par rapport à la motion de M. Hubleur.

Afin de répondre au vœu de la motion de M. Hubleur, une proposition d'instauration d'une taxe de base pour les abonnés a été examinée. Cette proposition prévoyait, par exemple, la perception d'un émolument de base fixé par rapport aux unités locatives de l'immeuble ou un autre critère n'ayant pas de rapport avec la consommation d'eau.

Après ce premier examen, la commission STEP en était arrivée à la conclusion que le mode actuel de consommation minimale est le meilleur moyen de garantir une utilisation rationnelle de l'eau. En effet, en adoptant un émolument de base perçu sur la base d'un autre élément que la consommation, on favorise les grands consommateurs d'eau. En contrepartie, les abonnés, pour qui la collectivité a investi des sommes considérables et qui ne consomment que peu d'eau, ne sont pas taxés à leur juste valeur, car en général, leur immeuble n'a qu'une petite valeur officielle.

Après le terme fixé pour la procédure de consultation, le groupe PCSI avait émis quelques propositions concernant ce règlement. Celles-ci étaient les suivantes :

Il proposait de revenir sur la question de la propriété des conduites de raccordement et d'en laisser l'entretien à l'abonné. En effet, en cas de rupture de la conduite d'eau, les assurances privées prennent en charge les frais de fouille. Ainsi, la commune pourrait économiser quelques milliers de francs par année.

Bien que discutée lors de l'élaboration du règlement, cette proposition n'avait pas été retenue par la commission STEP. Elle estimait que l'ancienne solution était meilleure. Certaines disparités existaient entre la longueur de certaines conduites de raccordement. Certains propriétaires pouvaient avoir à leur charge l'entretien de longues conduites. En cas de fuite d'eau, la commune avait une réelle capacité d'action et pouvait intervenir immédiatement. Si la réparation restait à la charge de l'abonné, on pouvait craindre que celle-ci ne soit exécutée qu'après un laps de temps qui semblait trop long aux autorités. D'autre part, afin de remédier à ce problème, l'article 40 al 4 a été introduit.

Le Groupe PCSI avait fait encore les propositions suivantes :

- Il proposait que seuls les aménagements et installations de piscines de 10m<sup>3</sup> nécessitaient une autorisation de la part du Conseil communal.  
(Cela représente une piscine de 3.60 m de diamètre sur 1 m de profondeur.)
- Il proposait également qu'aucun minima ne soit inscrit concernant le taux de contrôles périodiques des compteurs (art. 44 al. 5), ainsi qu'aucune mention permettant de déterminer la définition de données incorrectes (art. 47 al.3).
- Il proposait enfin de laisser toute compétence au Conseil général pour fixer
  - le prix de la taxe de base prélevée pour chaque abonnement,
  - le prix du m<sup>3</sup> d'eau dans le cadre du budget et de supprimer ainsi la fourchette figurant à l'art. 10.

Le Conseil communal propose de ne pas entrer en matière concernant ces trois dernières propositions. En effet, une autorisation de bâtir sera de toute façon nécessaire pour la construction d'une piscine de 5 m<sup>3</sup>, construction qui représente par exemple un diamètre de 2.50 mètres pour une profondeur de 1 mètre.

Pour le contrôle des compteurs, c'est une sécurité et une garantie pour l'ensemble des usagers.

L'art. 47 al. 3 fixe une règle pour définir les tolérances qui peuvent apparaître avec l'utilisation d'un compteur. Il serait dangereux de ne pas en fixer, car au moindre écart, la consommation pourrait être contestée.

Pour l'art. 9 du tarif, la commission STEP a proposé de facturer un minimum par abonnement. C'est ce qui semblait correspondre le mieux au vœu de la motion de M. Hubleur.

La fourchette figurant dans le tarif permet de garantir au citoyen une certaine stabilité pour le prix de l'eau même si, aux yeux de la commission STEP, celle-ci n'est pas obligatoire.

Suite à un entretien avec les représentants de l'OENV, il est apparu que la perception d'une taxe de base pour l'émolument annuel des eaux était recommandée. Celle-ci devrait correspondre environ à la moitié des frais annuels fixes du service des eaux.

D'autre part, les grands consommateurs d'eau se plaignent du coût élevé de l'eau dans notre commune.

Enfin, à l'occasion du développement de la motion de M. Hubleur, un conseiller général a relevé que l'industrie était particulièrement chargée par le service des eaux.

Afin de tenir compte de ces différentes remarques, le Conseil communal a demandé à la commission de réétudier la question de la perception de l'émolument annuel en prévoyant la perception d'un émolument annuel de base.

Il ressort de cette nouvelle étude que :

Variante I

La variante I maintient le tarif tel qu'il est actuellement.

## Variante II

- La commission STEP propose l'introduction d'une taxe de base qui tient compte des logements de chaque immeuble. En effet, cet élément est connu de l'administration et l'application de la perception d'un tel émolument ne demanderait pas un travail excessif.
- Pour l'industrie, l'artisanat et le monde agricole, l'émolument annuel de base serait perçu sur la base de la consommation de l'année en cours.
- La consommation annuelle de 60 m3 par année serait ainsi supprimée.
- La location du compteur d'eau serait également supprimée car elle correspond dans une moindre mesure à ce nouvel émolument annuel de base.
- Si le résultat final ne change pas, on constate que les grands consommateurs d'eau sont favorisés par ce nouveau tarif. Les grands perdants de ce nouveau principe sont principalement les immeubles locatifs.

La commission STEP est partagée dans son avis. Ainsi, elle n'a pas pu se déterminer en faveur de l'une ou l'autre variante.

Afin de laisser la liberté de choix au Conseil général, le Conseil communal a établi deux variantes du tarif.

### **Exemples relatifs à l'application d'un nouveau tarif concernant l'alimentation en eau**

	Consom- mation m3	Prix de l'eau actuel	Taxe de base	Prix de l'eau	Total	Perte ou Gain
<b>Tarif de l'eau</b>		<b>2.70</b>		<b>2.30</b>		
<b>Type d'immeubles</b>						
Maison d'une famille (- 60 m3/an)	26	182.00	60.00	59.80	119.80	-62.20
Maison de 1 famille (4 personnes)	124	344.80	60.00	285.20	345.20	0.40
Maison de 2 familles (6 personnes)	226	620.20	115.00	519.80	634.80	14.60
Immeuble locatif 9 logements	643	1'746.10	360.00	1'478.90	1'838.90	92.80
Artisan 1 logement	1'585	4'289.50	630.00	3'645.50	4'275.50	-14.00
Artisan 5 logements	459	1'249.30	370.00	1'055.70	1'425.70	176.40
Entreprise agricole (2 logements)	937	2'539.90	360.00	2'155.10	2'515.10	-24.80
Entreprise industrielle (2 logements)	679	1'843.30	325.00	1'561.70	1'886.70	43.40
Entreprise industrielle	3'888	10'507.60	1'110.00	8'942.40	10'167.40	-340.20

Les instances cantonales et la SSIGE (société suisse de l'industrie du gaz et des eaux) préconisent de percevoir la taxe annuelle de consommation sur deux critères :

- Perception d'une taxe de base en fonction du nombre de logements, des UL (unités locatives) ou autre élément fixe qui devrait financer les frais fixes (traitements, amortissement et service de l'intérêt)
- Perception d'une taxe sur la consommation d'eau à un prix donné qui devrait financer les autres frais du service communal.

Ainsi, en cas de forte diminution de la consommation d'eau, les services communaux resteraient à même de financer les frais d'infrastructures qui sont totalement indépendants de la consommation d'eau.

## ***Discuter et approuver la modification des articles 25, 5 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées.***

Suite à la non-entrée en matière décidée lors de la séance du 2 juillet 2007, le Conseil communal a chargé la commission STEP de réexaminer les dispositions du règlement STEP par rapport au règlement de l'alimentation en eau qui n'avait également pas passé le cap de l'entrée en matière.

Après examen, la commission STEP constate que le renvoi de l'examen du règlement concernant l'alimentation en eau n'avait aucune conséquence sur le libellé proposé pour le règlement concernant les eaux usées, si ce n'est la question de l'introduction d'une taxe de base comme le préconise l'OENV. Il serait souhaitable en effet d'harmoniser ces taxes. Pour le reste, la commission STEP n'a aucun autre commentaire à faire si ce n'est les arguments développés pour la séance du 2 juillet 2007 qui sont repris ci-dessous.

Afin de répondre à la motion de M. Daniel Hubleur, le Conseil communal, dans le cadre des travaux de révision du règlement communal concernant les eaux, a autorisé l'exploitation de systèmes d'utilisation d'eau d'usage.

Ce type d'installation produit une certaine quantité d'eaux usées qui n'est pas comptabilisée par le compteur et donc pas facturée dans le cadre de l'épuration des eaux.

D'autre part, il est apparu à l'article 25 de notre règlement concernant le raccordement à la canalisation communale que les places de stationnement devant les garages provoquaient de graves dysfonctionnements de la STEP en cas d'orage.

Cette disposition du règlement communal est particulière, car dans les critères de l'OENV, les eaux météoriques provenant des places de stationnement peuvent déjà être infiltrées dans le sol. Rappelons également que le lavage de voitures sur des places de stationnement non équipées d'installation de protection des eaux est interdit.

Le Conseil communal a donc chargé la commission STEP d'adapter la réglementation communale afin qu'elle réponde à ces nouvelles exigences.

Il propose, dès lors, de modifier l'alinéa 3 de l'article 25 du règlement communal concernant les eaux usées.

D'autre part, afin de répondre à la motion de M. Hubleur, il préconise d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 54 du règlement qui permettra de comptabiliser l'eau d'usage qui serait déversée à la STEP. L'entretien du compteur secondaire nécessaire à ce contrôle serait pris en charge par la commune étant donné qu'il comptabilise de l'eau facturée à la STEP.

Enfin, une clause d'adaptation permettra aux propriétaires fonciers concernés d'adapter leur installation.

Dans le cadre de la procédure de consultation, le groupe PDC propose d'attribuer au Conseil général, en lieu et place du Conseil communal, la compétence de fixer le montant de la taxe supplémentaire des eaux de surface qui sont déversées dans la canalisation.

Avec l'adoption de cette modification de règlement, le Conseil communal estime avoir rempli les conditions de la motion de M. Hubleur.

Enfin, l'OENV, dans son rapport d'examen, propose également d'introduire une taxe de base par raccordement ou logement comme cela s'est fait au Noirmont.

La commission STEP est partagée dans son avis. Ainsi, elle n'a pas pu se déterminer sur la question de la proposition du groupe PDC.

***Exemples relatifs à l'application d'un nouveau tarif concernant l'épuration des eaux***

	Consom- mation m3	Prix de l'eau actuel	Taxe de base	Prix de l'eau	Total	Perte ou Gain
<b>Tarif de l'eau</b>		<b>3.60</b>		<b>2.430</b>		
<b>Type d'immeubles</b>						
Maison d'une famille (- 60 m3/an)	26	93.60	120.00	63.20	183.20	89.60
Maison de 1 famille (4 personnes)	124	446.40	120.00	301.30	421.30	-25.10
Maison de 2 familles (6 personnes)	226	813.60	230.00	549.20	779.20	-34.40
Immeuble locatif 9 logements	643	2'314.80	720.00	1'562.50	2'282.50	-32.30
Artisan 1 logement	1'585	5'706.00	180.00	4'247.80	4'427.80	-1'278.20
Artisan 5 logements	459	1'652.40	800.00	1'115.35	1'915.35	262.95
Entreprise agricole (2 logements)	*360	1'296.00	420.00	874.80	1'294.80	-1.20
Entreprise industrielle (2 logements)	679	2'444.40	710..00	1'649.95	2'359.95	-84.45
Entreprise industrielle	3888	13'996.80	2'510.00	9'447.85	11'957.85	-2'038.95

\*Comme il s'agit d'une entreprise agricole, la consommation du bétail n'est pas comptée à l'épuration des eaux

Les instances cantonales et la SSIGE (société suisse de l'industrie du gaz et des eaux) préconisent de percevoir la taxe annuelle de consommation sur deux critères :

- Perception d'une taxe de base en fonction du nombre de logements, des UL (unités locatives) ou autre élément fixe qui devrait financer les frais fixes (traitements, amortissement et service de l'intérêt)
- Perception d'une taxe sur la consommation d'eau à un prix donné qui devrait financer les autres frais du service communal.

Ainsi, en cas de forte diminution de la production d'eaux usées, les services communaux resteraient à même de financer les frais d'infrastructures qui sont totalement indépendants de la production d'eaux usées.

## ***Discuter et approuver le projet d'une « Charte de jumelage » avec la Commune de Charvensod (Val d'Aoste)***

En 2006, la branche jurassienne du comité interparlementaire liant le Parlement jurassien, le Conseil régional valdôtain et le Parlement de la Communauté française de Belgique avait fait part aux communes jurassiennes de l'intérêt de quelques communes du Val d'Aoste de concrétiser un jumelage avec des collectivités jurassiennes.

L'exécutif des Bois s'est déclaré partant pour cette aventure.

Aujourd'hui, après plusieurs courriers et deux rencontres, une lors de la foire de la St-Urs à Aoste et l'autre lors du Marché-Concours à Saignelégier, les représentants des exécutifs respectifs sont tombés d'accord sur un projet de charte liant nos deux entités.

Afin que cette charte ait toute sa raison d'être aux Bois, l'exécutif communal vous demande votre avis. Un tel projet culturel vous intéresse-t-il ? Si oui, acceptez-vous les termes de cette charte ?

En effet, le Conseil communal ne souhaite pas s'engager dans cette démarche sans l'aval des représentants des citoyens.

Si telle était votre volonté, la signature de cette dernière pourrait avoir lieu le dimanche 6 octobre lors d'une cérémonie spéciale. Plusieurs groupes folkloriques présenteraient la région Val d'Aoste lors de la Désalpe le samedi 5 octobre. La signature de la charte en elle-même se déroulerait le dimanche, après la messe, dans l'infrastructure mise en place au Boéchet pour la Désalpe.

Le comité d'initiative et la junte du Val d'Aoste apportent leur soutien à notre projet de jumelage entre nos deux communes.

Pour que ce jumelage ait sa raison d'être, la contresignature se fera à Charvensod lors d'une festivité chez eux en 2009. Reste encore à décider à quelle occasion la population des Bois sera conviée à Charvensod pour concrétiser notre accord.



**Discuter et approuver un crédit de Fr. 164'000.00 destiné à l'aménagement d'une conduite d'eau potable pour alimenter le secteur des «Sauces » ainsi que son financement**

Voici maintenant 4 ans que la commune a entrepris l'extension du réseau d'eau par l'adduction d'eau dans le secteur des Prés-Derrière, du Cerneux-Godat et le remplacement de la conduite de « Beaugard ».

La nouvelle étape des travaux du plan directeur qui a été approuvé par les services cantonaux prévoit l'aménagement d'une conduite d'eau potable qui alimentera le secteur des Saucés. En effet, ce domaine agricole n'est alimenté que par une conduite d'été. En hiver celle-ci ne peut pas être utilisée en raison du risque de gel.

**INVESTISSEMENT**

Le devis établi par le bureau M. Jobin SA est de	Fr.	150'000.00	
Honoraires d'ingénieurs	Fr.	14'000.00	
Taxes de raccordement (conformément à la pratique adoptée pour les chantiers précédents)			Fr. 5'000.00
Sous réserve de l'acceptation du dossier par le service de l'économie rurale, les subventions seront de 52 %			Fr. 85'200.00
Contributions de tiers (La Goule)			Fr. 13'500.00
Subventions de l'ECA			Fr. 19'950.00
Sous-total	Fr.	164'000.00	Fr. 123'650.00
Investissement net			Fr. 40'350.00
	Fr.	164'000.00	Fr. 164'000.00

**FINANCEMENT**

Le financement de cet investissement est prévu au moyen du fonds des eaux. Celui-ci s'élève à fin 2007 à Fr. 496'434.50.

Le Conseil communal vous recommande l'acceptation de ce crédit.



**COMMUNE DE  
LES BOIS**  
**COMUNE DI  
LES BOIS**

**COMMUNE  
DE CHARVENSOD**  
**COMUNE  
DI CHARVENSOD**



En l'an 2007 et en ce jour du XX.XX.,  
Monsieur Daniel KURZ, représentant la  
**Commune de Les Bois** et Monsieur Ennio  
SUBET, représentant la **Commune de  
Charvensod**, tous deux en qualité de Maires  
des Communes respectives,

L'anno 2007 il giorno .. del mese di .. il  
**Comune di Les Bois**, rappresentato dal Sig.  
Daniel KURZ, e il **Comune di Charvensod**,  
rappresentato dal Sig. Ennio SUBET,  
entrambi nella qualità di Sindaco pro-  
tempore dei rispettivi Comuni,

**Compte-tenu:**

- que les rapports du jumelage  
constituent un élément fondamental  
pour une meilleure connaissance  
entre les peuples et contribuent à  
renforcer l'amitié et la paix;
- que depuis quelques années, il y a des  
rapports de saine amitié entre les  
deux Communes;

**soulignant** l'intérêt réciproque de la  
collaboration et de la coopération en vue  
d'une connaissance culturelle et sociale  
communale;

**considérant** que les jumelages entre villes de  
différentes nations représentent un institut  
particulièrement significatif pour favoriser et  
promouvoir la collaboration entre les  
peuples;

**conviennent** d'officialiser et de renforcer  
cette amitié avec ce jumelage entre les deux  
Communautés et d'un même accord  
stipulent ce qui suit:

**Article 1**

Les deux Communes s'emploient à  
entretenir et consolider les rapports d'amitié  
existants.

**Premesso che:**

- i rapporti di gemellaggio  
costituiscono un elemento  
fondamentale per una migliore  
conoscenza tra i popoli e  
contribuiscono a rafforzare l'amicizia  
e la pace;
- da qualche anno vi sono rapporti di  
sana amicizia tra le due Comunità;

**sottolineato** l'interesse reciproco alla  
collaborazione e alla cooperazione al fine di  
una comune crescita culturale e sociale;

**considerato** che i gemellaggi fra le città di  
diverse nazioni rappresentano un istituto  
particolarmente significativo atto a favorire e  
promuovere la collaborazione tra i popoli;

**convengono** di ufficializzare questa amicizia  
con il gemellaggio tra le due Comunità e di  
reciproco accordo stipulano quanto segue:

**Articolo 1**

I due Comuni si impegnano a mantenere e  
consolidare i rapporti di amicizia esistenti.

## Article 2

Dans le domaine de la culture, les deux parties collaboreront à l'organisation et la promotion des initiatives communes dans le but de valoriser les patrimoines culturels et linguistiques respectifs.

## Article 3

Dans le domaine de la politique sociale, les deux parties collaboreront en particulier pour:

- la promotion des échanges culturels entre les enfants, les adolescents, les jeunes, avec également la participation des établissements scolaires existants;
- la promotion des échanges interculturels entre les adultes et les personnes âgées, par le biais des sorties culturelles, de rencontres et de débats sur les thèmes spécifiques concernant l'organisation de tout ce qui peut améliorer les activités d'échange et de rencontre.

## Article 4

Dans le domaine des activités sportives et touristiques, les deux parties collaboreront en particulier pour:

- la réalisation de rencontres et de compétitions entre les différentes associations sportives ;
- la promotion et le soutien de toutes sortes d'activités touristiques en vue de mettre en valeur les caractéristiques des territoires propres;
- la promotion de rencontres et de débats entre les responsables du tourisme.

## Articolo 2

Nell'ambito della cultura, le parti collaboreranno per l'organizzazione e la promozione di iniziative comuni aventi lo scopo di valorizzare il rispettivo patrimonio culturale e linguistico.

## Articolo 3

Nell'ambito delle politiche sociali, le parti collaboreranno in particolare per:

- la promozione di scambi interculturali tra bambini, adolescenti, giovani, anche con l'ausilio degli Enti scolastici preposti;
- la promozione di scambi interculturali tra adulti e anziani mediante l'effettuazione di gite culturali, incontri e dibattiti su temi specifici e l'organizzazione di quanto altro possa attuare al meglio le attività di scambio e di confronto.

## Articolo 4

Nell'ambito delle attività sportive e turistiche, le parti collaboreranno in particolare per:

- la realizzazione di incontri e competizioni tra le varie Associazioni Sportive;
- la promozione e il sostegno di ogni genere di attività turistica al fine di esaltare le caratteristiche dei propri territori;
- la promozione di incontri e dibattiti tra operatori turistici.

#### **Article 5**

Dans le domaine des activités économiques et dans le respect des lois existantes, les deux parties soutiendront:

- les rencontres, les débats et les visites de travail des différents agents commerciaux (commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales...);

#### **Article 6**

Les deux parties, en vue de mieux coordonner toutes les activités envisagées dans les articles 2, 3, 4 et 5 s'efforceront de se concerter sur les thèmes et les problèmes des deux administrations communales et des territoires respectifs.

Elles s'engagent en outre à échanger toute information et documentation permettant l'amélioration et le développement des capacités opérationnelles.

#### **Article 7**

Les rencontres officielles entre les deux administrations auront lieu au moins une fois par an, à des dates à proposer.

#### **Article 8**

Afin de réaliser au mieux le présent accord, une Commission permanente est formée par des représentants nommés par la Commune de Les Bois et des représentants nommés par la Commune de Charvensod.

#### **Article 9**

La Commission nommera en son sein deux coordinateurs, un pour chaque Commune, lesquels auront le devoir d'harmoniser au mieux toutes les initiatives et les activités d'échange qui se développeront.

#### **Articolo 5**

Nell'ambito delle attività economiche, nel rispetto delle leggi vigenti, le parti sosterranno:

- Gli incontri, i dibattiti e le visite di lavoro dei vari operatori commerciali (commercianti, artigiani, agricoltori, liberi professionisti ecc.);

#### **Articolo 6**

Le parti, al fine di meglio coordinare tutte le attività di cui agli articoli 2, 3, 4 e 5 si impegnano a confrontarsi sulle tematiche e problematiche delle due Amministrazioni Comunali e del rispettivo territorio.

Si impegnano inoltre a scambiarsi ogni informazione o altra documentazione che possa consentire il potenziamento delle proprie capacità operative.

#### **Articolo 7**

Gli incontri ufficiali tra le due Amministrazioni avverranno almeno una volta all'anno, in date da concordare.

#### **Articolo 8**

Al fine di realizzare al meglio il presente accordo, viene istituita una Commissione permanente formata da rappresentanti nominati dal Comune di Les Bois e da rappresentanti nominati dal Comune di Charvensod.

#### **Articolo 9**

La Commissione nominerà al suo interno due coordinatori uno per ogni Comune, i quali avranno il compito di coordinare al meglio tutte le iniziative e le attività di interscambio che si svilupperanno.

#### **Article 10**

La Commission permanente se rendra indistinctement dans l'une ou l'autre Commune, sur convocation des deux coordinateurs, au moins une fois par an ou à n'importe quel moment si la nécessité s'en fait ressentir.

#### **Article 11**

Le présent accord a une validité permanente sauf si l'une des deux parties manifeste sa volonté de le rompre.

#### **Article 12**

Le présent accord est rédigé en deux exemplaires officiels, en version bilingue (français et italien).

---

Le Bois, le

**Pour la Communauté de Les Bois**

**LE MAIRE  
Daniel KURZ**

#### **Articolo 10**

La Commissione permanente si radunerà indistintamente in uno o nell'altro Comune su convocazione dei due coordinatori almeno una volta all'anno o comunque quando se ne presenti la necessità.

#### **Articolo 11**

Il presente accordo ha validità perenne salvo la manifestata volontà di una delle due parti di scioglierlo.

#### **Articolo 12**

Il presente accordo è redatto in due copie ufficiali, in versione bilingue (francese e italiano).

---

**Per la Comunità di Charvensod**

**IL SINDACO  
SUBET Ennio**